



## **Le travail au noir des sans-papiers n'est pas l'affaire du Ministère de l'Intérieur Le Ministère du Travail doit prendre ses responsabilités !**

Depuis plus d'un an, les collectifs de sans-papiers de la Coordination 93 et de Vitry et l'association Droits devant !!, associés à une intersyndicale du Ministère du Travail (CGT, FSU et SUD) se sont lancés dans une campagne « contre l'exploitation des travailleurs sans papiers » visant à porter un coup au marché du travail au noir par leur régularisation massive.

Ils ont multiplié interpellations et actions allant crescendo jusqu'à l'occupation pendant deux jours et deux nuits de la Direction Générale du Travail (DGT) par 400 sans-papiers, du 29 au 31 mars 2016. Suite à ces actions déterminées, le Ministère du Travail a été contraint d'ouvrir un processus de discussion en missionnant la DGT pour répondre aux revendications des initiateurs de la campagne.

Après 3 réunions de travail et à la veille de la dernière qui aura lieu lundi 13 juin 2016 la DGT a fait plusieurs ouvertures :

- ⇒ En confirmant nos analyses du servage salarié occasionné par la procédure actuelle, et la nécessité de dissocier introduction d'étrangers et régularisation sur place
- ⇒ En admettant le bien-fondé de la revendication du travailleur de vouloir introduire et suivre lui-même son dossier
- ⇒ En reconnaissant le rôle des collectifs, des associations, des syndicats et de l'inspection du travail, dans la constitution d'un dossier, la détermination des alias et la délivrance d'une autorisation de travail.
- ⇒ En envisageant que ces procédures puissent se passer de bulletins de paie, de CERFA patronal, et du paiement de la taxe OFII

Malgré ces premières brèches, le compte n'y est pas et le manque de courage du Ministère du Travail est flagrant, voulant à tout prix être « couvert » par le Ministère de l'intérieur, qui n'a pourtant rien à voir avec la lutte pour l'égalité des droits des travailleurs sans-papiers.

Plus largement, il est plus que temps de remettre « les compteurs à zéro » et que le gouvernement, via le ministère du travail, entreprenne une régularisation globale de toutes et tous ces travailleurs sans-papiers, qui n'a plus eu lieu de puis 33 ans !!! alors que la surexploitation de ces esclaves modernes s'amplifie et se banalise. PLUS QUE JAMAIS, LA LUTTE CONTINUE

**NOUS APPELONS A  
UNE LARGE MOBILISATION LUNDI 13 JUIN A 14 H 00  
AU MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES  
14, AVE DUQUESNE – PARIS 7<sup>ème</sup> – (Mo : St-François Xavier – L. 13)**